L'AIM, un réseau d'information alternatif et un média électronique plurilingue dans l'espace (post) yougoslave en guerre et après-guerre

The AIM, an alternative information network and multilingual electronic media in (post) Yugoslav space at war and after war

AIM, alternativna informativna mreža i višejezični elektronski medij u (post) jugoslovenskom prostoru u ratu i posle rata

Dragica Mugoša

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ceb/17242>

DOI : 10.4000/ceb.17242

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

ISBN : 9782858313693

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Dragica Mugoša, « L'AIM, un réseau d'information alternatif et un média électronique plurilingue dans l'espace (post) yougoslave en guerre et après-guerre », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 47 | 2020, mis en ligne le 21 août 2020, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/17242> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ceb.17242>

Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

L'AIM, un réseau d'information alternatif et un média électronique plurilingue dans l'espace (post) yougoslave en guerre et après-guerre

*The AIM, an alternative information network
and multilingual electronic media in (post)
Yugoslav space at war and after war*

*AIM, alternativna informativna mreža
i višejezični elektronski medij u (post)
jugoslovenskom prostoru u ratu i posle rata*

Dragica Mugoša
Politologue, ancienne coordinatrice du réseau AIM

La fin de la guerre froide, symbolisée par la destruction du mur de Berlin en novembre 1989, avait relégué la Yougoslavie dans le camp des perdants. Son système politique, même s'il se distinguait des autres pays socialistes du fait de son autogestion, de son ouverture et de sa politique extérieure de non-alignement, restait caractérisé par le pouvoir du parti unique. De ce fait, la Yougoslavie partagea le destin des États du bloc soviétique et de l'Union soviétique. Elle aussi dut entreprendre des réformes profondes pour introduire la démocratie libérale, sortie victorieuse de la confrontation idéologique entre les deux systèmes pendant les décennies qui avaient suivi la Seconde Guerre mondiale.

En Yougoslavie, le flou idéologique après la mort de Tito en 1980, et l'accumulation des problèmes politiques et économiques ont produit une demande pressante de changement. Le parti communiste au pouvoir se montrant incapable d'y apporter une réponse adéquate, ce sont les partis nationalistes qui eurent le plus de poids dans le repositionnement sur l'échiquier politique. L'opposition qui, durant les décennies communistes, réclamait plus de démocratie

et un régime socialiste « à visage humain¹ » a perdu du terrain devant ces forces, dont le discours portait sur l'identité nationale et l'exigence de la création d'États nationaux en place de l'État fédéral.

Toutefois, à la différence des autres pays socialistes, la Yougoslavie a vécu cette transition de manière dramatique dans des guerres auxquelles elle n'a pas survécu. Mais on peut s'interroger sur les causes du conflit. Le fait que les premières élections libres des années 1990 ont porté au pouvoir, dans la plupart des Républiques yougoslaves, des partis politiques ultranationalistes dont les discours étaient empreints de haine envers les autres peuples yougoslaves, fournit un début de réponse des plus pertinentes. Pourtant la question subsiste : comment différents peuples ayant vécu durant des décennies dans un pays ayant pour credo « fraternité et unité » au point d'occulter toutes différences entre eux, en sont-ils venus aux armes ?

La réponse se trouve principalement dans le rôle des médias et l'abus qu'en ont fait les partis nationalistes des (ex) Républiques yougoslaves. Une fois au pouvoir, ces partis ont en effet vite entrepris de les reprendre sous leur contrôle et de dicter le contenu des informations diffusées. Il leur fallait imposer un paysage médiatique uniforme qui transmette de manière univoque le message sur l'impossibilité de vivre avec les autres, et insiste sur la nécessité de se séparer et renforcer son propre État. Les médias, qui dans la Yougoslavie socialiste avaient un rôle de transmission des valeurs et de l'idéologie du parti communiste, ont été, dans ce nouveau contexte, utilisés comme un des piliers de la création des nouveaux États. Les journalistes se sont vu octroyer une position nouvelle : au lieu d'être des « ouvriers sociopolitiques » comme dans le régime précédent, ils sont devenus des « patriotes » et devaient le prouver dans leurs écrits.

Dans une situation où très peu de médias échappaient au contrôle étatique, les possibilités de se soustraire au diktat du pouvoir étaient bien réduites. De plus, les pouvoirs nationalistes, même s'ils toléraient l'existence de quelques médias écrits indépendants², possédaient la quasi-totalité des médias électroniques. L'option politique de se réserver les moyens électroniques, outre le fait que la réalité transmise par les écrans peut être modulée à souhait, reflétait la situation

1. Les écrits des philosophes yougoslaves regroupés autour de la revue *Praxis* dans les années 1970 ont coûté à leurs auteurs la mise au ban de la société par le régime allant jusqu'à des licenciements et des emprisonnements.

2. Vers la fin des années 1980 il y avait quelques médias indépendants tels que les hebdomadaires *Vreme* en Serbie et *Monitor* en Monténégro. Par ailleurs, les médias qui ont conquis plus de liberté au sein du régime yougoslave, tels que *Danas* ou *Slobodna Dalmacija* en Croatie, *Politika* ou *NIN* en Serbie ont vite été mis au pas par leur gouvernement respectif.

économique de la population. À partir de 1991 avec les changements politiques, économiques et les guerres, la majorité de la population s'était appauvrie au point que l'achat d'un journal était devenu un luxe, et le tirage de la presse avait dramatiquement chuté. Cependant, à Belgrade, deux médias électroniques indépendants existaient : la télévision Studio B et la Radio 92, mais leurs ondes ne couvraient que la ville. Ainsi, dans le paysage médiatique d'alors, une distinction significative séparait les médias officiels, très proches du pouvoir, et les médias indépendants, critiques envers les gouvernements nationalistes.

La dislocation de la Yougoslavie et les atrocités qui ont accompagné les guerres sont dues en grande partie aux médias officiels locaux. Ils n'ont pas seulement préparé le terrain de cette dislocation, ils ont aussi décidé de la manière dont elle s'est déroulée. Par leur soutien au nationalisme agressif, ils ont pris part activement à la guerre en véhiculant des mensonges, des demi-vérités et de la haine, pour souder la population de leur pays autour de la politique du parti au pouvoir. Ce rôle néfaste a déjà été souligné au moment de la dislocation de la Yougoslavie³ et davantage encore plus tard, dans des études approfondies, et ce texte n'a pas pour objet d'y revenir. Pourtant il est indispensable de le rappeler pour situer la création de l'AIM dans le contexte de cette époque.

L'AIM : un média différent

Le réseau alternatif d'information (AIM – Alternativna informativna mreža⁴) fut créé en octobre 1992. Il s'agissait d'un projet de média relevant de la presse écrite et ayant pour but d'apporter une réponse adéquate à la situation dans laquelle se trouvaient les médias et les journalistes indépendants en ex-Yougoslavie en cette période de conflits ouverts. Le projet AIM fut conçu pendant un colloque intitulé « Médias et citoyens dans la maison commune européenne », organisé par les ONG, le Forum civique européen (FCE) et la Fédération européenne des radios libres (FERL)⁵, avec l'appui du Conseil de l'Europe, à Oujgorod (Ukraine) en

3. Dans son rapport sur la situation en Yougoslavie, d'août 1992, Tadeusz Mazowiecki, le rapporteur spécial des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie, avait souligné ce rôle néfaste des médias officiels et leur responsabilité dans l'escalade de la violence des conflits (rapports du 28 août 1992, E/CN 4/1992/S-1/9).

4. AIM fut enregistré à Paris le 1^{er} juin 1993 en tant qu'association de loi 1901.

5. Le fondateur de ces ONG est la coopérative Longo Mai. Fondée en 1973, Longo Mai est un réseau de collectifs agricoles autogérés en Allemagne, Autriche, France, Suisse et Ukraine qui sont engagés dans un grand nombre de projets et de campagnes internationaux. En 1989, il a créé le Forum civique européen qui a mené des activités de solidarité avec des citoyens et des associations dans les pays de l'Europe de l'Est.

octobre 1992. Une trentaine de journalistes de l'espace post-yougoslave y ont participé. Ces journalistes, licenciés du fait de leur insoumission aux propagandes nationalistes, représentaient à Oujgorod leurs collègues se trouvant dans la même situation pour les mêmes raisons⁶.

Ce colloque n'était que l'un parmi de nombreux autres organisés à cette époque un peu partout en Europe dans le but d'analyser le rôle des médias officiels dans les événements. Mais son originalité a été de déboucher sur un projet commun entre des ONG occidentales et des journalistes issus de l'ex-Yougoslavie. Ainsi, Longo Maï, avec ces ONG, y voyait une façon de mettre en œuvre sa conception d'une Europe des citoyens, affichant sa volonté de s'organiser pour « inventer, créer et renforcer de nouveaux espaces de civilité⁷ », d'où le titre de ce colloque. Pourtant, créer un projet commun n'était pas seulement l'occasion d'exprimer la solidarité existante entre les différents acteurs de cette nouvelle civilité, c'était surtout une volonté de faire travailler ensemble des journalistes résidant dans des pays en guerre⁸. En effet, partant du constat que les médias jouaient un rôle prépondérant dans ce conflit, il s'agissait de leur donner l'opportunité d'œuvrer pour la paix, ce qui, dans le contexte post-yougoslave, ne pouvait être porté que par des médias indépendants.

Le projet AIM était très ambitieux. En effet, dans un contexte de grande difficulté et même de rupture des communications entre les États issus de la Yougoslavie, alors que de nombreux journalistes étaient sans emploi, et que très peu de médias indépendants pouvaient fonctionner, il fallait :

6. Des milliers de journalistes avaient perdu leur emploi : en 1991 seulement, à la télévision d'État de Belgrade, ils ont été plus d'un millier à avoir été licenciés sur simple décision du gouvernement.

7. Du programme du Forum civique européen. Lors du troisième congrès du FCE, en août 1992, Longo Maï décida de créer la *Conférence yougoslave*, pour apporter son aide dans les domaines où des activités concrètes étaient possibles : l'aide aux médias indépendants, la campagne en faveur des déserteurs et objecteurs de conscience et l'initiation d'action « Causes communes-Suisse » portant sur le jumelage des communes suisses avec des communes multiethniques des pays de l'ex-Yougoslavie. Voir GRAF, 2006, p. 85-89.

8. Un autre projet visant à faire travailler des journalistes indépendants de différentes parties de la Yougoslavie a été le projet de l'ONG *Droit de parole* qui envisageait de dépasser le blocus d'informations en diffusant des émissions radio à partir d'un bateau (*Radio Brod*) amarré dans les eaux internationales de la mer Adriatique. Il s'avéra très vite que, du fait de la configuration géographique, ces émissions ne pouvaient être écoutées que dans des zones très limitées de la côte et pas à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie.

- recréer un espace unique d'information et contourner le blocus instauré par les gouvernements en place⁹ ;
- aider les médias indépendants à obtenir des informations fiables et en temps réel en provenance des autres parties de l'ex-pays commun ;
- soutenir les médias existants et la création de nouveaux médias indépendants en proposant ces informations gratuitement ;
- soutenir les journalistes licenciés pour avoir défendu leur déontologie professionnelle.

Définir les impératifs d'une telle action d'urgence fut un premier pas vers une réalisation doublement complexe d'un point de vue humain et technique.

- Comment faire travailler ensemble des journalistes résidant dans des États ennemis sans mettre en danger leur vie et celle de leur famille ?
- Comment concevoir une ligne éditoriale dans un contexte où les moyens de communication étaient coupés ? En effet, entre certaines parties du pays, il n'y avait ni communications téléphoniques ni possibilité de voyager du fait de la fermeture des frontières.

Grâce à la coopération étroite entre le FCE et les journalistes yougoslaves, le projet AIM réussi à relever ce défi et à proposer des solutions à ces deux ordres de problèmes.

- Le FCE a offert un cadre pour des réunions de journalistes à l'extérieur de l'ex-État commun, les a aidés à instaurer une confiance mutuelle pour rendre possible un tel projet et s'est employé, pendant toute la durée de ce projet, à trouver des financements indispensables à son fonctionnement. Outre leur implication professionnelle, ce projet demandait aux journalistes yougoslaves un grand courage puisqu'ils étaient souvent taxés

9. Les communications ont été longtemps coupées entre la République fédérale de Yougoslavie (Serbie-Monténégro, y compris le Kosovo) d'un côté, et la Croatie, la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine de l'autre ; entre ces trois États, les communications pouvaient être parfois difficiles ; sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine en guerre, les communications étaient souvent totalement coupées.

de « yougonostalgiques », adjectif qui était une façon de désigner la trahison de la cause nationale¹⁰.

- La solution technique en elle-même était une petite révolution, car elle supposait la création d'un vrai média électronique ; c'est l'informaticien suisse, Christoph Lindenmaier qui conçut ce réseau précurseur de solutions qui se sont développées avec internet quelques années plus tard. Pour commencer la réalisation du projet AIM, il a fallu mettre en place un système de boîtes de messageries (mail box) : un ordinateur avec modem était installé chez le rédacteur-en-chef dans chaque ex-République yougoslave ; elles étaient reliées entre elles par un ordinateur central installé à Paris, car si aucune communication n'était possible entre certaines de ces républiques, celles avec l'étranger étaient préservées. Ainsi, les journalistes des différentes parties de l'ex-Yougoslavie se trouvaient de nouveau techniquement dans un même espace d'information où pouvait organiser de manière optimale l'échange de leurs informations.

Dans cette optique, une rédaction fut créée dans chacune des ex-Républiques et leurs rédacteurs-en-chef avaient pour tâche de développer un réseau de correspondants et de garantir la fiabilité et la qualité des articles entrant dans le système. Deux fois par nuit, les modems de chaque centre entraient en contact avec l'ordinateur de Paris pour envoyer leurs textes et récupérer les contributions arrivées depuis les autres centres. Ainsi, au matin, les rédacteurs disposaient de la totalité de la production des articles. Dès ce moment, ils pouvaient les offrir aux médias indépendants de leur région.

Pour remplacer les contacts quotidiens entre les rédacteurs-en-chef et rendre possible les prises de décisions urgentes, Christoph Lindenmaier avait imaginé un programme à plusieurs « tiroirs » : *Public news* – où les rédacteurs-en-chef envoyaient des articles accessibles aux utilisateurs extérieurs ; *Coordination board* – lieu de communication entre les rédacteurs-en-chef, fermé au public ; *Internal*

10. Le président croate, Franjo Tudjman, dans un discours en mai 1995 désigna l'AIM comme une force tentant de raviver la Yougoslavie : « Le réseau alternatif d'information avec ses soixante-dix journalistes de toute l'ex-Yougoslavie œuvre dans ce sens. » Le lendemain de ce discours commença une vraie campagne contre les journalistes croates qui écrivaient pour AIM. L'hebdomadaire *Nedeljna Dalmacija* et le quotidien *Slobodna Dalmacija* sont allés jusqu'à donner leurs noms, mettant en danger la vie de ces journalistes dans un climat de sentiments nationalistes exacerbés. « L'endiguement de l'AIM par Tudjman », Drago Hedl, 18 mai 1995, in Les Archives d'AIM. La situation des journalistes de l'AIM dans les autres États successeurs de la Yougoslavie n'était guère meilleure.

news – un espace où étaient placés les articles pour lesquels le rédacteur-en-chef demandait l'opinion des autres avant de le publier dans la catégorie *Public news*. Avec le développement des activités de l'AIM d'autres « tiroirs » furent ajoutés, tels que *Translation board*, *IZBORBIH*, *Balkanpress*, etc.

Même très performant, ce programme ne pouvait remplacer les réunions de rédacteurs qui étaient, pour des raisons évidentes, organisées à l'extérieur de l'ex-Yougoslavie. Elles furent tout d'abord très fréquentes (il y eut par exemple sept réunions en 1993), afin de les aider à mieux se connaître et à tisser une relation de confiance, condition essentielle pour bâtir des bases solides pour un tel projet. Au cours de la première réunion, une charte fut élaborée qui stipulait les règles, la nature de l'AIM et les engagements de ses membres. Il fut aussi décidé que les articles devaient, en premier lieu, être des analyses donnant le *background* d'un événement, contribuant ainsi à une meilleure compréhension de l'actualité et luttant contre la manipulation de l'information, si fréquente dans les médias officiels. Étant donné la réputation professionnelle de ses correspondants, l'AIM s'est rapidement imposé par la qualité de ses articles.

Il commença à fonctionner dans l'été 1993 avec des échanges d'articles entre les rédactions de Serbie, de Croatie, de Slovénie et du Monténégro. L'année suivante, la rédaction de Macédoine se joignit au projet ainsi qu'une rédaction du Kosovo, dans un premier temps, en tant que correspondant de la rédaction de Belgrade. La problématique avec le centre de Bosnie-Herzégovine était plus complexe : tout d'abord, il fallait former deux centres, l'un à Sarajevo et l'autre à Banja Luka, à cause de la guerre et du manque total de communications entre les deux entités, la Fédération et la République serbe (Republika Srpska). La seule communication possible avec le centre de Sarajevo se faisait par satellite. C'est la raison pour laquelle l'ordinateur de Sarajevo appelait l'ordinateur de Zagreb pour transmettre les textes provenant de la Fédération, et l'ordinateur de Banja Luka transmettait ses articles à Belgrade. Après l'échange entre Zagreb et Belgrade *via* l'ordinateur de Paris, les médias indépendants de Bosnie-Herzégovine pouvaient avoir des informations concernant leur propre pays. Consciente que c'était le seul média ayant réussi à dépasser le blocus, l'Union européenne offrit un soutien financier important à l'AIM pour couvrir les préparations et le déroulement des premières élections libres en Bosnie-Herzégovine après les accords de Dayton. À cette occasion, l'AIM créa la rubrique *IZBORBIH*, qui fut disponible sur internet dès août 1996. À la différence des articles de fond des rédactions de l'AIM, *IZBORBIH* a fonctionné comme une véritable agence de presse avec des dépêches couvrant tous les événements liés aux élections.

L'intégralité de la production de l'AIM, rubriques et rédactions, a été accessible sur internet à partir du 1^{er} septembre 1997. À cette date, l'AIM s'était

élargi et, outre les huit centres à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie, un centre à Tirana avait vu le jour en 1995, ainsi que des correspondances à Sofia et à Athènes. L'AIM est ainsi devenu, en l'espace de deux ans, une agence de presse balkanique, car la plupart des problématiques de l'espace post-yougoslave liées à la transition étaient communes à tout l'espace balkanique, ce qui explique le besoin d'élargir le réseau afin de couvrir les événements politiques, économiques et sociaux de la région. La Grèce entra dans le réseau en tant qu'unique État des Balkans membre de la Communauté européenne, mais également avec ses propres problématiques : montée du nationalisme de plus en plus agressif, refus de reconnaître la Macédoine, etc. Le seul pays balkanique que le réseau de l'AIM n'a pas couvert fut la Roumanie, du fait d'un manque de relation avec ses journalistes.

L'idée principale qui a présidé à la création de l'AIM était que les États issus de l'ex-Yougoslavie, si profondément divisés par les guerres, devraient un jour coopérer, ne serait-ce qu'en raison de leur espace géographique et de leur histoire commune. En outre, la dislocation de la Yougoslavie a provoqué le déchirement d'un tissu vivant, séparant les familles et les amis, anéantissant leur vécu commun durant les 70 ans d'existence de l'État fédéral. Œuvrer dans cette direction impliquait de s'appuyer sur des initiatives de la société civile qui commençaient à émerger.

La contribution majeure de l'AIM fut de soutenir et de développer un journalisme indépendant des pouvoirs politiques et économiques, donnant ainsi une place aux médias d'un « troisième secteur », ceux qui défendaient des idées de paix, de démocratie, de société civile, et se positionnaient contre la haine, l'exclusion, les mensonges et les demi-vérités véhiculées par les médias officiels. Les articles produits par l'AIM étaient proposés gratuitement à tous les médias indépendants. L'AIM offrait par conséquent un accès à une information plus objective sur ce qui se passait dans les autres pays issus de l'ex-Yougoslavie, mais aussi des moyens pour renforcer la présence de ce type de médias alors peu nombreux.

Les analyses de la situation des médias indépendants, y compris les plus superficielles, montraient leurs difficultés à faire face aux obstacles imposés par les gouvernements respectifs : la difficulté d'accès aux imprimeries ; le prix exorbitant du papier comparé aux prix subventionnés pour les médias officiels ; la main mise sur les réseaux de distribution ; l'impossibilité d'attirer les annonceurs du fait du risque de sanctions de la part du pouvoir, etc. De surcroît, aucune aide publique ne pouvait être espérée. La situation financière désastreuse a obligé souvent les journalistes, s'ils ne quittaient pas la profession, à travailler pour un salaire dérisoire. Leur travail prenait souvent la forme d'une mission pleine de sacrifices et de renoncements pour assurer l'existence de leur média. Dans ce contexte, l'apport

de l'AIM était très significatif : il salariait les rédacteurs-en-chef, et les journalistes qui écrivaient pour l'une des rédactions étaient payés pour leurs articles, qui ensuite étaient distribués gratuitement aux médias indépendants. En outre, les rédacteurs-en-chef de l'AIM ont souvent engagé les journalistes de ces médias et les ont ainsi aidés à y rester en assurant matériellement leur existence. De cette façon, l'AIM a soutenu les médias indépendants existants ainsi que l'émergence de nouveaux médias en leur fournissant un accès gratuit à sa production¹¹.

Former une nouvelle génération de journalistes

Le second volet de l'activité de l'AIM était tout aussi important. Il s'agissait de former de jeunes journalistes dans l'esprit d'un journalisme respectant la déontologie de la profession et résistant aux pratiques d'abus et de manipulation des médias. En effet, au cours des événements qui ont secoué la Yougoslavie, les jeunes étaient le plus exposés aux méfaits de la propagande nationaliste qui, depuis les écrans de télévision, arrivait à l'école par des programmes d'histoire, de géographie ou de langue et littérature. Sans avoir leur propre expérience d'une vie dans une société multiethnique et multiculturelle tolérante, ces jeunes vivaient dans un climat de méfiance et de haine de l'autre.

Grâce à sa présence sur le territoire de l'ex-État commun et à la structure multiethnique de ses rédactions, l'AIM était en mesure d'offrir aux jeunes journalistes, dans le cadre d'une formation professionnelle, un lieu de rencontre et de dialogue. Par là même, ils pouvaient être sensibilisés, entre autres, aux problèmes de leur génération de leur pays et plus largement de l'espace balkanique. En leur offrant un cadre amical et professionnel, l'AIM voulait leur assurer, outre une solide formation, de futurs contacts professionnels.

Il a mis en place ses premières formations en 1995, dans des régions pluriethniques telles que le Kosovo et la Macédoine, et réuni des jeunes issus des différentes communautés : au Kosovo, le groupe comprenait des jeunes Albanais, Serbes et Turcs et en Macédoine, le groupe était composé de jeunes Macédoniens, Albanais et Turcs. Ces jeunes ne côtoyaient pas leurs voisins des autres communautés et la méconnaissance des langues des autres achevait de creuser le fossé entre eux, les rendant encore plus réceptifs à la propagande officielle. La formation organisée par l'AIM était un des rares endroits où ils pouvaient être

11. Par exemple les journaux tels que *Has* au Sandžak (Serbie) ou *Front Slobode* à Tuzla (Bosnie-Herzégovine) publiaient régulièrement plusieurs articles de l'AIM, parfois jusqu'à huit par numéro.

physiquement ensemble, se connaître et discuter de questions importantes pour eux¹².

L'année suivante, des formations ont été organisées en Slavonie orientale pour des jeunes croates et serbes afin de les aider à surmonter la méfiance et les traumatismes des années de guerre. En effet, après le retrait des forces des Nations unies¹³, cette région devait passer sous la juridiction du gouvernement croate. L'idée de ces formations était d'aider les jeunes, travaillant dans les médias locaux de leur communauté respective et vivant dans des univers parallèles, à se connaître et à prendre conscience qu'ils pouvaient poser les bases d'une réconciliation à travers leurs médias.

Le même objectif a motivé l'organisation des formations en Bosnie-Herzégovine, un État divisé désormais en deux entités et fortement décentralisé : dans la Fédération de Bosnie-Herzégovine, elles comprenaient le travail avec de jeunes Bosniaques, Serbes et Croates dans les villes de Sarajevo, de Mostar ou encore de Tuzla et dans la République serbe à Banja Luka. Là encore, il s'agissait avant tout de faciliter leur rencontre, d'œuvrer à une prise de conscience de leur situation et de les faire travailler ensemble. Une formation à Mostar, ville alors divisée en partie croate (Mostar Ouest) et partie bosniaque (Mostar Est), a ainsi réuni des jeunes autour de la Radio 88. Pour la première fois, les participants résidant à Mostar Ouest ont traversé le pont reliant les deux parties de la ville pour se rendre à la radio de Mostar Est, afin de travailler ensemble à un projet commun. L'étape suivante a été l'organisation de rencontres entre ces jeunes de la Fédération et ceux de la République serbe, deux entités alors aux contacts très limités. À la fin de la guerre, l'AIM pouvait compter largement sur l'engagement de l'OSCE ou des forces des Nations unies sur place pour assurer le transport de ces journalistes d'une entité à l'autre.

L'importance de ces formations a été reconnue et le soutien assuré du *Programme de mesures de confiance* du Conseil de l'Europe, et de différentes ONG, dont le *Swedish Helsinki Committee* (Stockholm) et *Press Now* (Amsterdam). Avec ses formations, l'AIM a permis à 400 jeunes d'acquérir les bases du journalisme indépendant, d'écrire pour le réseau et de voir leurs articles publiés dans les médias des autres pays balkaniques. Grâce à cette expérience, certains ont même

12. Les formations que l'AIM a organisées à la même époque en Albanie réunissaient seulement de jeunes Albanais, mais il s'agissait avant tout de leur fournir les notions de base d'un journalisme indépendant.

13. La Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental ont été placés sous la gouvernance des forces des Nations unies (UNTAES zone) du 15 janvier 1996 au 15 janvier 1998.

commencé un projet nommé « AIM nouvelle génération » qui a survécu deux ans à la fin de l'AIM¹⁴.

L'AIM, un média plurilingue

L'AIM est parti du principe qu'une information objective et de qualité peut contribuer à la connaissance et la compréhension des événements et des sociétés, et de ce fait à la diminution des tensions et à une plus grande ouverture à la coopération dans la région. Pour y parvenir, il se devait d'être un média plurilingue : transmettre la même information à différentes populations et sociétés des Balkans n'était possible que si cette information était traduite. En effet, la méconnaissance des langues en usage dans un même État engendre des sociétés parallèles, sans contacts véritables. Dans cette situation, les grilles de lecture des événements sont souvent partisans. Il s'est avéré que les médias indépendants aussi n'offraient pas à leurs lecteurs la même information selon la communauté considérée¹⁵.

Pour remédier à ce cercle vicieux des causes et effets de l'incompréhension mutuelle dans des régions sous haute tension, l'AIM a créé les centres de traduction en Macédoine et au Kosovo. Des traductions des textes du macédonien, de l'albanais et du serbe ont été données aux médias indépendants, pour leur fournir les mêmes informations. De plus, une revue de presse fut établie sous le nom de BALKANPRESS. Elle traitait des sujets concernant les Albanais, un thème très sensible dans la région, et était alimentée par ses rédactions en Albanie, au Kosovo, en Macédoine, en Serbie et au Monténégro. BALKANPRESS était accessible en langues albanaise, serbo-croate et macédonienne.

Les articles de l'AIM postés sur internet étaient dans les langues officielles de l'ex-Yougoslavie : serbo-croate (une appellation remplacée dans les nouveaux États par le serbe, le croate, le bosniaque et plus tard, le monténégrin), le slovène, le macédonien et l'albanais.

Cependant, dans un premier temps, couvrant l'espace de l'ex-Yougoslavie et partant du principe que le serbo-croate y était parlé par tous, les articles étaient traduits uniquement en anglais et accessibles dans le *Translation board*. L'idée

14. *AIM New Generation* a commencé en 2002. Il disposait de son site internet et était coordonné par le journaliste Svetozar Sarkanjac d'Osijek, Croatie. *AIM New Generation* a cessé ses activités en 2004 faute de financements suffisants.

15. Pour ce qui est des médias officiels, la différence était encore plus criante, le cas extrême était la maison d'édition d'État *Nova Makedonija*, qui publiait deux journaux nationaux, l'un en langue macédonienne et l'autre en albanais et proposait des informations complètement différentes à propos d'un même événement.

était que ces analyses venant de journalistes sur place seraient d'une grande utilité pour le public et les médias étrangers. Pourtant, mis à part quelques articles, les grands médias occidentaux n'estimaient pas que l'AIM était une source importante d'informations. Les raisons en sont multiples, mais la conséquence en est que leurs lecteurs ont été privés d'analyses nuancées et approfondies, au profit d'une approche souvent simplifiée et schématique (*good guys versus bad guys*). Néanmoins, un grand nombre de personnes et d'institutions consultaient régulièrement l'AIM, surtout à partir du moment où il a été disponible sur internet. AIM publiait une revue mensuelle en anglais, *AIM Review*, envoyée à un millier d'abonnés.

Conclusion

L'agence AIM, tout au long de ses dix ans d'existence et avec 23 000 articles à son actif, a relevé la plupart des défis qu'elle s'était posés. En premier lieu, elle a réussi à contourner le blocus de l'information et à publier ses articles dans tous les journaux indépendants des Balkans. Quelque 120 journalistes qui écrivaient régulièrement ou sporadiquement pour l'AIM étaient payés à la pigne, et leurs articles offerts gratuitement aux médias indépendants, ce qui facilitait leur développement. Les articles de l'AIM étaient accessibles sur le site d'internet AIMPRESS, en serbo-croate, albanais, slovène, macédonien ainsi qu'en anglais. Un grand nombre de ces articles ont été repris par le *Courrier des Balkans* dès sa création en 1998 et traduits en français. Les articles en anglais ont été régulièrement repris et publiés par la revue britannique *War Report*, dès 1993, et en italien par *I Balcani*. Certains ont aussi été publiés dans la presse russe, allemande, suisse, espagnole, etc.

Cependant, l'AIM n'a pas réussi à se pérenniser. Le passage d'une situation de conflit ouvert à celle d'une société pacifiée dominée par une économie libérale n'était pas gagné d'avance. Dans la mesure où les donateurs exigeaient une viabilité financière, le choix de payer les journalistes et de diffuser gratuitement leurs articles n'était plus possible. Pourtant, en 2003, quand l'AIM a cessé ses activités, le besoin de tels articles était encore criant. Le secteur des médias indépendants restait fragile et malgré la normalisation des déplacements sur le territoire post-yougoslave, ces derniers n'avaient que peu de ressources pour engager leurs propres correspondants. Par conséquent, l'espace ouvert par l'AIM pour une information en provenance des autres pays de la région s'est réduit considérablement.

Par ailleurs, les subventions des institutions européennes telles que l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, différentes ONG européennes, ainsi que de l'Unesco et de certains gouvernements européens, se sont progressivement taries,

laissant le champ libre aux capitaux privés qui, pour leur grande majorité, ne visaient pas le développement d'une société civile et le renforcement des processus démocratiques. Toutefois, le projet d'AIM est encore une source d'inspiration pour les médias dans les zones en conflits. Actuellement, un projet similaire se met en place parmi les journalistes non nationalistes d'Ukraine et de Russie.

Il faut souligner aussi que le projet d'AIM a été un bel exemple de solidarité exercée par une structure coopérative occidentale, à savoir Longo Maï, à l'égard des journalistes ex-yougoslaves, afin de les aider à réaliser un projet qui dépassait de beaucoup la vocation originelle de Longo Maï et les fonctions habituelles de la profession journalistique.

Sources

Les archives d'AIM sont disponibles sur internet : www.aimpress.ch

Résumé : dans la dislocation de la Yougoslavie et les conflits qui l'ont accompagnée, les médias officiels, contrôlés par les partis nationalistes, ont eu un rôle essentiel. Les médias indépendants, porteurs de messages radicalement différents, ont été presque inaudibles, car très peu nombreux. Fondé en 1992, l'AIM, un réseau alternatif, s'était donné pour tâche de recréer un espace commun d'information en faisant circuler les articles de journalistes indépendants de tous les pays de l'ex-Yougoslavie, traversant des frontières jusqu'alors étanches, et en les diffusant aux médias indépendants sans frais afin de les aider. Les auteurs de ces articles étaient rémunérés et pouvaient ainsi continuer d'exercer leur profession. Pour atteindre ces objectifs, l'AIM mit en place des rédactions dans chacun des États concernés, reliées par un système de boîte mail, fonctionnant comme un véritable média électronique avant l'ère d'internet.

Mots-clefs : années 1990, démocratisation, ex-Yougoslavie, liberté de la presse, médias

Abstract: The media controlled by nationalist parties in each camp played a key role in determining the way in which Yugoslavia was broken up and stoked the flames of war and conflict. There were very few independent media spreading a radically different vision and they were all but invisible. The alternative information network AIM was founded in 1992 with the goal of recreating a common information space thanks to the circulation of articles written by anti-nationalist journalists in all of the republics of former Yugoslavia. These articles were exchanged across hermetically closed borders and published free of charge by independent newspapers. This facilitated

the creation of new media. The fact that the journalists were paid for their articles helped to ensure that they continued to exercise their profession. AIM achieved this objective by establishing editorial boards in each republic that were linked together by a mail box system that made it possible to electronically exchange articles well before the arrival of internet.

Keywords: 1990's, democratization, former Yugoslavia, liberty of press, medias

Rezime: Način na koji se odvijao raspad Jugoslavije, kroz ratove i sukobe, suštinski je određen ulogom zvaničnih medija pod kontrolom nacionalističkih partija. Nezavisni mediji, nosioci radikalno drugačije poruke, bili su gotovo nečujni zbog svoje malobrojnosti. Osnovana 1992, AIM, alternativna informativna mreže, imala je za cilj da ponovo uspostavi jedinstveni informativni prostor premošćivanjem blokade i omogućavanjem razmene informacija nezavisnih novinara preko tada skoro hermetički zatvorenih granica. Njihovi tekstovi su ustupani besplatno nezavisnim medijima s ciljem da im se pomogne kao i da se podstakne kreiranje novih nezavisnih medija. Tekstovi su bili honorisani i na taj način se autorima želelo pomoći da ostanu u profesiji. Da bi ostvario ove ciljeve AIM je osnovao redakcije u svim republikama koje su međusobno bile povezane sistemom mail-box postajući tako pravi elektronski medij pre ere interneta.

Ključne riječi: 1990-e, bivša Jugoslavija, demokratizacija, mediji, sloboda štampe

Λέξεις-κλειδιά : δημοκρατοποίηση, ελευθερία τύπου, μίντια, Πρώην Γιουγκοσλάβια, τα 1990

Anahtar Kelimeler: 1990'lar, demokratikleşme, Eski Yugoslavya, basın özgürlüğü, media

Клучни зборови: 1990-ти, демократизација, Поранешна Југославија, слобода на печатот, медиуми